



Santé Mentale Europe est le bureau de liaison pour la promotion de la santé mentale. Ce Bulletin est publié avec la contribution du Programme de lutte contre la discrimination de la Communauté Européenne. Les informations contenues dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position ou l'opinion de la Communauté européenne. La Commission n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans ce bulletin.

TABLE DES MATIERES

I. NOUVELLES DE SME.....	2	VIII. COMMISSION EUROPEENNE	8
Assemblée Générale et Séminaire de SME.....	2	Livre blanc sur une Politique de	
Réunion IMHPA les 15-16 mars 2006.....	2	Communication Européenne	8
Consultation sur le Livre vert sur la santé		Enquête sur les mesures d'égalité au travail..	8
mentale	2	Consultation sur une action à mener au niveau	
Conférence de Fond du Projet EMIP.....	3	communautaire pour promouvoir l'inclusion	
Site internet du projet EMIP.....	3	active des personnes les plus éloignées du	
Représentation de SME à différentes réunions	3	marché du travail	9
II. NOUVELLES DE NOS MEMBRES	4	Conférence de la Commission européenne	
Projet " <i>Former les formateurs</i> " - ESTUAR	4	«Société civile et Drogues»	9
III. NOUVELLES D'AUTRES ONG EUROPEENNES	4	Année européenne de l'égalité des chances	
Inclusion Europe	4	pour tous: Rappel.....	9
Réunion des experts d'Inclusion Europe	4	Le site contre la discrimination de la	
Mental Disability Advocacy Centre	5	Commission rendu plus accessible	10
Peines et traitements cruels et inhumains dans		Concours d'affiches « <i>Casser les stéréotypes</i> »	
les hôpitaux psychiatriques russes	5	10
Plateforme Sociale.....	5	IX. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE.....	10
Conférence sur la stratégie révisée de Lisbonne		Priorités de la présidence finlandaise de l'UE	10
.....	5	X. NOUVELLES DIVERSES	10
Réunion biannuelle entre la Commission et la		L'EUMAP recherche des contributions	10
Plateforme Sociale	5	XI. SITES INTERNET	11
IV. FEDERATION MONDIALE DE LA SANTE MENTALE	6	Libre accès aux statistiques européennes.....	11
Campagne pour la Journée mondiale de la		XII. PUBLICATIONS.....	11
santé mentale 2006	6	Impact du vieillissement sur les dépenses	
Un nouvel emplacement pour les bureaux de la		publiques	11
FMSM	6	«L'Europe que nous voulons: le point de vue	
V. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.....	6	des acteurs de la lutte contre la pauvreté et	
Journée Mondiale de la Santé le 7 avril 2006 .	6	l'exclusion sociale sur l'avenir de l'Union	
VI. UNION EUROPEENNE	6	Européenne»	11
Ratification de la Constitution européenne.....	6	Guide de formation - Mappage de la capacité	
VII. PARLEMENT EUROPEEN.....	7	de la société civile dans la lutte contre la	
Meilleures politiques, meilleurs résultats -		discrimination	11
Promotion de l'intégration totale de l'Inclusion		XII. EVENEMENTS A VENIR	12
sociale	7		
Tolérance zéro pour la violence envers les			
femmes.....	7		
La Directive sur les services.....	8		

I. NOUVELLES DE SME

Assemblée Générale et Séminaire de SME

Ainsi que nous en avons déjà informé nos membres par e-mail, l'Assemblée Générale et le séminaire de SME auront lieu cette année les **12 et 13 mai 2006** au centre de conférence Amazone à Bruxelles.

Le thème du séminaire est «*Le Livre Vert de la Commission européenne sur la Santé Mentale: il est temps d'agir*», et le programme prévisionnel comprend:

- une introduction au Livre Vert de la Commission européenne et une présentation des commentaires envoyés par les membres de santé mentale et par les autres parties prenantes;
- une introduction aux implications de la nouvelle proposition de loi sur la santé mentale en Angleterre et au Pays de Galle, ainsi qu'une discussion sur la législation en santé mentale et ses implications dans les pays européens;
- une introduction à la vie dans la communauté comme alternative à l'institutionnalisation et une présentation de la Coalition Européenne pour la Vie dans la Communauté (ECCL), qui a été récemment mise en place.

Le séminaire se tiendra dans l'après-midi du vendredi 12 mai. Toutes les organisations membres, les organisations non gouvernementales européennes du secteur de la santé mentale et toutes les autres personnes intéressées y sont invitées.

Les organisations membres de SME sont encouragées à inviter leurs responsables politiques nationaux et régionaux en charge de la santé mentale à assister au séminaire!

L'Assemblée Générale de SME aura lieu le samedi 13 mai 2006 dans la matinée.

Très prochainement les membres de SME recevront par courrier postal une invitation accompagnée de l'ordre du jour pour l'Assemblée Générale et le séminaire.

Veillez nous contacter dans le cas où vous n'auriez pas reçu cette invitation d'ici la fin de la semaine prochaine. La première réunion du nouveau comité d'administration se tiendra dans l'après-midi du samedi 13 mai 2006.

Réunion IMHPA les 15-16 mars 2006

La deuxième phase du projet «*Mise en pratique de l'action de Promotion de la Santé Mentale*» (*Implementing Mental Health Promotion Action - IMHPA*), financé par l'Union Européenne, a démarré en 2003.

Cette réunion des partenaires à Vienne les 15-16 mars 2006 était surtout consacrée à la préparation de la conférence IMHPA qui aura lieu à Barcelone les 14-16 septembre 2006. Les participants se sont répartis en 3 groupes de travail, pour permettre des discussions intensives sur le programme de la conférence et des suggestions pour les ateliers.

En général les partenaires ont pris la responsabilité d'organiser un ou plusieurs ateliers pour cette conférence, qui promet d'être très vivante et interactive.

Il a aussi été proposé de mettre en place une piste de formation tout au long de la conférence. Ceci aidera les participants des nouveaux Etats membres à obtenir un financement pour leur participation à la conférence.

De plus amples informations d'ici peu!

Maurice Mittelmark a présenté un rapport sur les progrès dans la base de données en ligne "HPSource.net" (<http://www.caint.com/HP-source.net/frontend/index.html>). Cette base de données est une aide importante à la l'organisation des la capacités. Elle est ouverte à tous et constamment améliorée.

Mary Van Dievel représentait SME à cette réunion.

Pour de plus amples informations: le site du projet IMHPA, <http://www.imhpa.net/index.php?id=8&L=1>

Consultation sur le Livre vert sur la santé mentale

Une deuxième réunion thématique sur "*L'Inclusion Sociale et les Droits Fondamentaux en Santé Mentale*" a été organisée à Vienne (Autriche) les 16-17 mars 2006 comme l'un des événements de la présidence autrichienne de l'Union Européenne.

Le but de cette réunion était de donner un aperçu du Livre vert de la Commission sur la santé mentale, et en particulier de sa section 6.2 "*Promotion de l'inclusion sociale des personnes malades mentales ou des personnes handicapées et protection de leurs droits fondamentaux et de leur dignité*".

Il y a eu un bloc thématique sur "*L'inclusion sociale dans la santé mentale*" et un autre sur "*Les droits fondamentaux dans la santé mentale*".

Lors de la discussion sur les aspects de l'inclusion sociale, la réunion a été orientée sur la stigmatisation et la discrimination, y compris dans l'accès à l'emploi, et sur le passage des services de santé mentale en institutions vers des services basés dans la communauté, ainsi que l'équilibre souhaitable entre ces 2 types de services.

Santé Mentale Europe (SME) a été invitée à présenter quelques déclarations pour ouvrir le débat sur l'exclusion sociale et la santé mentale.

Les sujets suivants ont été présentés par SME:

- l'exclusion sociale n'est pas un problème marginal en Europe, mais bien une réalité douloureuse pour des millions de personnes;
- l'amélioration de cette situation dépendra grandement des progrès qui seront réalisés dans la lutte contre la pauvreté et contre les tabous qui tournent autour de la maladie mentale;
- les personnes souffrant de problèmes de santé mentale souffrent d'exclusion à tous les niveaux possibles: logement, loisirs, tissu social, droits civils ...mais surtout au niveau de l'emploi: les personnes handicapées ou fragilisées pour une autre raison sont celles qui sont le plus éloignées du marché du travail;
- l'importance des Plans d'Action Nationaux et le rôle des organisations non gouvernementales (ONG) qui veulent les influencer devraient être mis en avant;
- l'importance du financement des ONG: les ONG représentent la société civile et sont donc le véhicule le plus efficace pour l'inclusion sociale;
- la première question n'est pas de savoir comment travailler au rétablissement de la santé mentale, mais bien de voir comment promouvoir la santé mentale depuis le tout

début et comment la conserver; l'inclusion sociale est certainement la solution cela.

Lors de la séance plénière sur les particularités des droits fondamentaux en santé mentale, une contribution très appréciée a été apportée par Gabor Gombos, représentant de Mental Disability Advocacy Centre (MDAC) et du Réseau Européen des (ex)Usagers et Survivants de la Psychiatrie (ENUSP).

Le modérateur de la conférence, Norman Sartorius, a présenté les conclusions de la réunion.

La plupart des contributions à la réunion sont (ou seront) disponible sur le site du Livre vert: http://europa.eu.int/comm/health/ph_determinants/life_style/mental/green_paper/consultation_en.htm

Conférence de Fond du Projet EMIP

Cette conférence européenne, intitulée «*Créons un moment pour le changement*», s'est tenue à Budapest (Hongrie) les 22-23 mars 2006. Elle avait pour ambition le partage des savoirs, des informations et des expériences sur ce qui peut déterminer une mise en œuvre effective de la promotion de la santé mentale dans toute l'Union Européenne, et sur la façon de faire la différence grâce à l'action sur le terrain.

Des académiciens et des représentants des ministères de la santé et d'organisations non gouvernementales se sont concertés sur les futures priorités et les politiques qui sont efficaces pour la promotion de la santé mentale et du bien-être en Europe.

Cette conférence a été organisée dans le cadre du projet «*Mise en pratique des politiques et stratégies de promotion de la santé mentale et de prévention des troubles mentaux dans les pays de l'Union Européenne. et les pays candidats*» (EMIP), qui bénéficie du soutien de l'Union européenne et qui a démarré en août 2004. Le projet rassemble 8 réseaux européens et 12 partenaires nationaux qui travaillent au partage de modèles de bonnes pratiques de mise en œuvre de la promotion et de la prévention en santé mentale.

Lors de la conférence de Budapest les résultats des ateliers nationaux sur les bonnes pratiques de promotion et de prévention de l'Autriche, la République Tchèque, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie et la Slovénie ont été utilisés pour se mettre d'accord sur un cadre de mise en œuvre.

L'Institut Fédéral Allemand pour la Sécurité et la Santé du Travail (FIOSH, Dortmund), en coopération avec d'autres réseaux européens actifs dans la promotion, la prévention et l'information en santé mentale, a développé une approche stratégique multidisciplinaire et intersectorielle vers la mise en œuvre d'activités nationales, régionales et locales dans les Etats admissibles. Des coalitions et partenariats nationaux dans les pays partenaires se sont unis pour mettre l'accent sur l'amélioration de la santé mentale et du bien-être et la prévention des problèmes de santé mentale.

Santé Mentale Europe, le Réseau de Recherche et de Prévention du Suicide de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) – Europe, le Centre de Collaboration à la Promotion de la Santé dans les Hôpitaux et les Soins de Santé de l'OMS, EuroHealthNet, STAKES et l'Alliance Européenne de Santé Publique (European Public Health Alliance – EPHA) sont les Réseaux européens qui font partie du projet EMIP.

John Henderson, Conseiller Politique, et Mary Van Dievel, directrice, ont assisté à la conférence. Plus d'informations à suivre le mois prochain!
Pour de plus amples informations: le site internet du projet EMIP, www.emip.org

Site internet du projet EMIP

Une nouvelle version provisoire du site internet du Projet EMIP (Mise en pratique des politiques et stratégies de promotion de la santé mentale et de prévention des troubles mentaux dans les pays de l'Union Européenne. et les pays candidats) est désormais accessible à: <http://64.27.28.150/mentalhealth/test/homepage.html>

Représentation de SME à différentes réunions

Le 2 mars 2006 Mary Van Dievel, directrice, et Sogol Noorani, coordinatrice de projet, ont participé à la réunion de l'Organisation Mondiale de la Santé-Europe sur la responsabilisation du Réseau des Organisations Non Gouvernementales, qui s'est déroulée à Louvain (Belgique).

Le 6 mars 2006 Sogol Noorani et Fanny Muller, stagiaire, ont assisté à la conférence organisée à Bruxelles par la Plateforme Sociale, conjointement avec l'EEB (European Environmental Bureau) et ETUC (European Trade Union Confederation), sur le thème "Est-ce que le processus de Lisbonne produit un développement durable?". (voir p.5)

Le 7 mars 2006 l'équipe de SME et Josée Van Remoortel, conseillère politique, ont eu une réunion avec Ines Bulic, coordinatrice de la Coalition Européenne pour la Vie dans la Communauté (ECCL - European Coalition for Community Living).

Les 7-8 mars 2006 Josée Van Remoortel a représenté SME à la réunion du groupe d'experts de l'ECCL à Bruxelles (Belgique).

Le 8 mars 2006 Mary Van Dievel a assisté à la réunion informelle de consultation sur le Livre Vert sur la Santé Mentale de la Commission européenne, qui s'est tenue à Bruxelles.

Le même jour Mari Fresu, coordinatrice de projet, a pris part à la réunion de coordination des politiques de l'EPHA (European Public Health Alliance) à Bruxelles.

Les 10-11 mars 2006 Claude Deutsch, président de SME, Malgorzata Kmita, membre du conseil d'administration de SME, Sogol Noorani, Pino Pini, membre du conseil d'administration de SME, Mary Van Dievel, Josée Van Remoortel et Colette Versporten, membre du conseil d'administration de SME, ont participé à la réunion des partenaires du projet européen «*Bonnes pratiques pour combattre l'exclusion sociale des personnes atteintes de troubles mentaux*» à Paris (France).

Le 13 mars 2006 Elisabeth Muschik, membre du conseil d'administration de SME, a représenté SME au groupe de travail de la Plateforme Sociale sur les droits fondamentaux et la non discrimination (groupe de travail FRAND) à Bruxelles.

Les 15-16 mars 2006 Mary Van Dievel était présente à la réunion des partenaires du projet IMHPA (Mise en Pratique de l'Action de Promotion de la Santé Mentale) à Vienne (Autriche). (voir p. 2-3)

Le 16 mars 2006 Elisabeth Muschik et Mary Van Dievel ont rencontré Werner Schöny, président de Pro Mente Autriche, pour parler de la préparation de la Conférence de SME de 2007.

Le même jour Sogol Noorani et Fanny Muller ont assisté à la rencontre biannuelle avec la Commission, qui a été organisée à Bruxelles par la Plateforme Sociale. (voir p. 5)

Les 16-17 mars 2006 Mary Van Dievel et Elisabeth Muschik ont pris part à la deuxième réunion de consultation thématique sur le Livre Vert sur la Santé Mentale de la Commission européenne, consacrée à l'inclusion sociale et aux droits fondamentaux, qui a eu lieu à Vienne (Autriche). (voir p. 2-3)

Les 22-23 mars 2006 Mary Van Dievel et John Henderson, Conseiller Politique, ont représenté SME à la réunion de fond du projet EMIP (Mise en pratique des politiques et stratégies de promotion de la santé mentale et de prévention des troubles mentaux dans les pays de l'Union Européenne. et les pays candidats) à Budapest (Hongrie). (voir p.3)

Les 24-25 mars 2006 John Henderson et Mary Van Dievel ont participé à la réunion du consortium du projet EMIP à Budapest.

II. NOUVELLES DE NOS MEMBRES

Projet "Former les formateurs" - ESTUAR

La Fondation Estuar coordonne le projet "Investissement dans la qualité- Centres de formation en santé mentale", qui est financé par la Commission européenne, Direction Générale Education et Culture, programme Socrate, Grundtvig 1. Les partenaires viennent de Pologne (Association pour l'enfant et la famille dans la santé mentale), la République Tchèque (Association tchèque de la santé mentale), le Royaume-Uni (InterMinds), la Belgique (SME) et la Roumanie (Opportunity Associates, Institut des sciences de l'éducation).

Les 13-19 février 2006, la phase finale du projet "Former les formateurs" a eu lieu à Bruxelles. Elle était consacrée aux problématiques particulières qui intéressent les experts en santé mentale de Roumanie, République Tchèque et Pologne.

L'étape suivante de ce projet est de donner une formation spécifique à la santé mentale (comme le contrôle du travail social, les entretiens de motivation, les troubles de la personnalité, la violence contre soi-même, la violence à la maison, etc...) en Roumanie, en République Tchèque et en Pologne. Les bénéficiaires de ces formations sont des représentants des pouvoirs locaux, des professionnels de la santé mentale, des représentants d'organisations non gouvernementales, des usagers, ainsi que des étudiants en sciences sociales, psychologie, psychiatrie et autres domaines liés.

Le projet se poursuivra par une application Grundtvig 3, où les cours seront ouverts au grand public.

Pour de plus amples informations: personne de contact, Luminita Costache, Tél: +40 21 332 17 71, Fax: +40 21 332 29 10, E-mail: luminita.costache@estuar.org ; ou consultez le site internet d'Estuar, <http://www.ong.ro/ong/estuar>

**Vos activités et vos initiatives sont importantes!
Elles peuvent être une source d'inspiration pour les autres!**

III. NOUVELLES D'AUTRES ONG EUROPEENNES

Inclusion Europe

Réunion des experts d'Inclusion Europe

Les personnes ayant des déficiences intellectuelles et leurs familles ne sont pas protégées contre la discrimination dans la plupart des domaines de la vie courante. Telle a été la conclusion d'une rencontre de militants du handicap et de professionnels du droit de 13 pays européens, qui avait été organisée par Inclusion Europe à Prague, en République Tchèque, les 24/25 février 2006.

Les militants souffrant de déficiences intellectuelles qui participaient à cette réunion ont fait état de discriminations dans tous les domaines de la vie courante. Les experts juridiques ont montré comment leurs pays avaient mis en place une réelle protection dans des domaines comme l'éducation, l'accès aux biens et services, l'emploi ou la culture. Certains pays ont même ajouté des dispositions couvrant le concept de "discrimination par association" des membres des familles et des amis, suite à une demande de longue date formulée par des associations de personnes déficientes intellectuellement et de leurs familles.

Les différentes législations nationales démontrent donc qu'il est possible d'avoir une réelle protection contre la discrimination dans tous les domaines de la vie courante, mais que le niveau de protection des citoyens déficients intellectuellement et de leurs familles peut varier énormément entre les Etats membres de l'Union Européenne. Les participants ont par conséquent réaffirmé leur engagement à travailler ensemble à l'adoption d'une meilleure législation contre la discrimination en suivant trois lignes d'action:

- assurer une transposition de la Directive cadre sur l'emploi EC/2000/78 qui ait une signification pour les personnes déficientes intellectuellement, si nécessaire par des actions en justice stratégiques;
- utiliser des exemples de bonnes pratiques d'autres Etats membres pour convaincre les gouvernements nationaux d'appliquer les lois anti-discrimination dans d'autres domaines que l'emploi au niveau national;
- trouver le soutien politique pour une Directive européenne spécifique au handicap, qui couvrirait d'autres sujets que l'emploi et le travail.

Pour de plus amples informations: consultez le site internet d'Inclusion Europe: www.inclusion-europe.org

Mental Disability Advocacy Centre

Peines et traitements cruels et inhumains dans les hôpitaux psychiatriques russes

Le 28 février 2006 le Mental Disability Advocacy Center (MDAC) a envoyé des communications urgentes au Rapporteur Spécial des Nations Unies sur la Torture et au groupe de travail des Nations Unies sur les Détentions Arbitraires. Ces communications avaient trait à des pratiques assimilables à des pratiques ou traitements cruels et inhumains constatées dans les hôpitaux psychiatriques de St. Petersbourg, en Russie.

Le MDAC demande aux autorités russes de permettre un accès immédiat à M. Pavel Shtukaturov, qui est détenu contre sa volonté, qui n'a pas pu rencontrer son avocat, et qui fait apparemment l'objet de punitions et d'intimidations de la part de la direction de l'hôpital pour avoir fait appel à la Cour européenne des droits de l'Homme.

Pour de plus amples informations veuillez contacter le MDAC: Tél. +36 1 413 2730, Fax +36 1 413 2739, E-mail mdac@mdac.info, ou consultez le site internet du MDAC <http://www.mdac.info>

Plateforme Sociale

Conférence sur la stratégie révisée de Lisbonne

Quelques centaines de membres des syndicats et des organisations non gouvernementales (ONG) ont assisté à la conférence «*Le processus de Lisbonne apporte-t-il un développement durable?*», organisée à Bruxelles le 6 mars 2006 par la plate-forme sociale, le Bureau Européen pour l'Environnement (EEB) et la Confédération Européenne des Syndicats (ETUC), pour parler de la relation entre la Stratégie Révisée de Lisbonne pour la croissance et l'emploi et les objectifs européens de développement durable. En principe, le développement durable doit être la pierre angulaire de toutes les politiques européennes, mais l'accent mis par la Commission sur la compétitivité, la croissance économique et la création d'emplois préoccupe les syndicats et les ONG qui se soucient d'inclusion sociale et de durabilité environnementale.

Lors de la conférence, le Président Barroso a défendu les ambitions de sa Commission pour le développement durable. Il a souligné la nécessité d'impliquer les parties prenantes et les Etats membres lors de la mise en œuvre de ces deux stratégies, et indiqué que les programmes de réforme nationale «Lisbonne» constituaient une «*base saine pour le progrès*». Le président de la Commission a fait référence aux initiatives sur l'éco-innovation, comme par exemple le Plan d'Action des Technologies Environnementales (ETAP), et l'engagement en faveur de l'éco-efficacité, comme des exemples de son investissement envers le développement durable.

Parlant au nom de la présidence autrichienne, le ministre de l'économie Martin Bartenstein a attiré l'attention sur la politique de l'énergie durable. «*L'Union Européenne s'est éveillée au défi énergétique*», a déclaré M. Bartenstein. Il a déclaré que l'Europe était le leader mondial en matière de cohésion sociale et de durabilité

A la fin de la conférence, la présidente de la Plateforme Sociale, Anne-Sophie Parent, a présenté au

Président Barroso la route vers le succès du processus de Lisbonne des ONG sociales. Elle a donné au Président un dessin montrant le bus à 4 roues de la Stratégie de Lisbonne (représentant la société, l'environnement, l'économie et la compétitivité) avec «*tout le monde à bord*» et un chauffeur démocratiquement choisi. Le bus quittait un environnement sombre et se dirigeait vers un avenir brillant et ensoleillé. «*Ceci, a dit Mme Parent, est ce que les ONG sociales attendent de la Stratégie de Lisbonne, mais uniquement si les décideurs politiques font monter tout le monde à bord du bus*».

Sogol Noorani, coordinatrice de projet, et Fanny Muller, stagiaire, ont représenté SME à la conférence.

Pour de plus amples informations: le site internet de la Plateforme Sociale, <http://www.socialplatform.org>

Réunion biannuelle entre la Commission et la Plateforme Sociale

Cette réunion, qui s'est tenue à Bruxelles les 16 mars 2006, a donné aux participants, qui étaient issus de différentes organisations non gouvernementales (ONG), l'opportunité de discuter de certaines questions sociales d'actualité avec, entre autres intervenants de marque, le Commissaire Špidla, de la Direction Générale Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances.

La réunion était coprésidée par Anne-Sophie Parent, présidente de la Plateforme Sociale, et B. Jansen, directeur à la DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances.

Le Commissaire Špidla est intervenu le premier pour parler de la Stratégie Révisée de Lisbonne et du travail en faveur de la croissance et de l'emploi que la Commission a réalisé jusqu'à présent.

Il a insisté sur le fait qu'il faille maintenant renforcer le partenariat entre la Commission européenne, les Etats membres et les partenaires sociaux, en partageant les rôles et les responsabilités.

Les présentations suivantes ont porté sur:

- le changement démographique (contribution du Livre Vert de la Commission européenne sur le Changement Démographique) et la consultation sur une action à mener au niveau communautaire pour promouvoir l'inclusion active des personnes les plus éloignées du marché du travail: J. Vignon, directeur à la DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances;
- les préparatifs de l'Année Européenne de l'Egalité des Chances pour tous 2007, et le lancement, d'ici la fin du mois de mars 2006, du site internet qui lui est consacré: C. Magnant, DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances;
- la Communication sur l'Initiative pour la Transparence: M. Kröger, Secrétariat-Général, Unité B/2;
- Le plan «D» et le projet «Communiquer l'Europe»;
- La Feuille de Route sur l'Egalité entre les hommes et les femmes: L. Pavan-Woolfe, directrice à la DG Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances.

Les participants et la présidence ont réagi et débattu avec les auteurs respectifs de ces différentes présentations.

Sogol Noorani, coordinatrice de projet, et Fanny Muller, stagiaire, ont représenté SME à cette réunion.

Pour de plus amples informations: le site web de la Plateforme Sociale:

<http://www.socialplatform.org/code/fr/hp.asp>

IV. FEDERATION MONDIALE DE LA SANTE MENTALE

Campagne pour la Journée mondiale de la santé mentale 2006

Le thème de la Campagne pour la Journée mondiale de la santé mentale en 2006 est "Sensibiliser – réduire les risques: maladie mentale et Suicide". Cette campagne attirera l'attention sur un des problèmes mondiaux les plus importants en matière de santé publique. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime qu'il y a un million de décès dus au suicide chaque année, soit 1,4% de la charge mondiale totale de la maladie.

Le suicide est souvent une conséquence tragique du manque de reconnaissance et de traitement des maladies mentales graves. De nombreuses études montrent une prévalence significative de la maladie mentale chez les personnes décédées par suicide.

En fait, l'OMS estime que 50% des personnes qui commettent un suicide souffrent au moins d'une maladie mentale (souvent non diagnostiquée) ou abusent de l'alcool ou d'autres drogues. La Campagne pour la Journée mondiale de la santé mentale en 2006 portera un regard plus approfondi sur le rôle joué par la maladie mentale dans le suicide, et sera un moyen stratégique efficace pour lutter contre l'idée reçue selon laquelle les maladies mentales sont des préoccupations «de luxe» qui peuvent être laissées de côté en attendant que d'autres problèmes sanitaires «immédiats et urgents» soient résolus.

La Fédération mondiale pour la Santé mentale (FMSM) va collaborer avec l'Association Internationale pour la Prévention du Suicide, afin de promouvoir conjointement la Journée Mondiale de Prévention du Suicide (10 septembre) et la Journée Mondiale de la Santé Mentale (10 octobre). Cette collaboration ajoutera encore à l'impact et au bénéfice de ces deux Journées de sensibilisation au niveau mondial. Elle augmentera la valeur de ces deux Journées s'agissant tant de la sensibilisation du public que de la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. Elle viendra enfin soutenir la prise de conscience mondiale qu'il nous faut faire face à l'impact de l'association suicide-maladie mentale sur la charge représentée par la maladie à l'échelon mondial.

Pour consulter les dernières mises à jour des projets pour la Journée Mondiale de la Santé Mentale 2006, ainsi que les matériels pour la campagne de 2006 et le guide des projets: site web de la FMSM, <http://www.wfmh.org/>

Pour de plus amples informations: personne de contact, Debbie Maguire, dmaquire@wfmh.com

Un nouvel emplacement pour les bureaux de la FMSM

Le 1^{er} mars la FMSM a déménagé à une nouvelle adresse.

Pour toute demande d'information veuillez utiliser les nouvelles coordonnées, qui sont les suivantes:

World Federation for Mental Health (WFMH)

6564 Loisdale Court, Suite 301

Springfield VA

22150-1812 United States of America

Les nouveaux numéros de téléphone et de fax sont:

Tél. 001-703-313-8680

Fax. 001-703-313-8683

Les adresses e-mail de la FMSM restent inchangées:

pgarrison@wfmh.com,

bjones@wfmh.com,

dmaquire@wfmh.com,

dtacker@wfmh.com,

eberger@wfmh.com

V. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

Journée Mondiale de la Santé le 7 avril 2006

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) va mettre l'accent sur les personnels de santé lors de la Journée Mondiale de la Santé de 2006. C'est également le sujet du *Rapport sur la Santé dans le Monde 2006*, qui sera lancé à cette même occasion.

Le slogan choisi pour la Journée Mondiale de la Santé est «Travailler ensemble au service de la Santé». Ce champ d'action, ainsi que les défis tels que la migration des agents de santé, nécessitent que soient mis en place des partenariats et une coopération tant à l'intérieur des pays que de par le monde.

En plus du lancement du *Rapport sur la Santé dans le Monde 2006* à l'occasion de la Journée Mondiale de la Santé, l'OMS travaille pour s'assurer que les célébrations de cette journée incluront des centaines d'événements de premier plan aux quatre coins de la planète. Ces événements pourront fournir un important moyen d'action collective pour les gouvernements, les donateurs internationaux, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les médias, les groupes basés dans la communauté, et les particuliers, leur permettant de s'informer des projets et des activités durables à entreprendre pour renforcer les forces de travail en santé.

Pour de plus amples informations sur les activités relatives à la Journée Mondiale de la Santé 2006: le site internet de l'OMS, http://www.who.int/world-health-day/2006/tm_speech/fr/index.html

VI. UNION EUROPEENNE

Ratification de la Constitution européenne

Le 8 février 2006 le parlement régional des Flandres de Belgique a approuvé la ratification du projet de Constitution européenne avec 84 votes favorables, 29 contre et une abstention. Cette décision finalise la procédure de ratification du Traité constitutionnel en Belgique. La procédure a été très complexe dans ce pays à cause de sa structure fédérale: pas moins de 7 assemblées parlementaires ont été réunies pour voter sur le texte.

La Belgique est donc le 14^{ème} Etats membres à adopter le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Après le rejet par la France et les Pays-Bas lors des référendums, les Etats membres se sont mis d'accord lors du Conseil européen des 16-17 juin 2005 sur une Déclaration sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, en demandant une période de réflexion pour qu'un large débat puisse avoir lieu. La date limite pour ratifier le Traité a été prolongée indéfiniment et les décisions concernant la ratification de la Constitution ont été laissées à la discrétion des Etats membres, avec la conséquence immédiate que presque tous les Etats membres ont gelé leur processus de ratification; seul le Luxembourg a conservé son calendrier original, en ratifiant la Constitution lors du référendum du 10 juillet 2005.

Il y avait de nombreuses raisons aux votes de rejet. La situation économique et sociale intérieure a joué un rôle en France et aux Pays-Bas. Le sentiment que la Constitution était trop libérale, trop orientée vers le marché, et l'idée qu'elle pouvait être renégociée ont également joué, surtout en France. Mais le manque d'information a aussi été cité comme l'une des causes ayant provoqué le rejet de la Constitution.

Pour de plus amples informations: visitez le site web sur la Constitution de l'Union européenne: <http://www.unizar.es/euroconstitucion/Home.htm>, ou le site web de l'Union européenne: http://europa.eu.int/constitution/ratification_fr.htm

VII. PARLEMENT EUROPEEN

Meilleures politiques, meilleurs résultats – Promotion de l'intégration totale de l'Inclusion sociale

Le 22 février 2006, la publication «*Meilleures politiques, Meilleurs Résultats – Promotion du Mainstreaming de l'Inclusion Sociale*» et le site internet qui en est le complément ont été lancés par le Parlement européen. Le lancement a été réalisé par M. Proinsias De Rossa, député européen, actuellement rapporteur sur le modèle social européen.

En 2003, la FEANTSA (Fédération Européenne des Organisations Nationales Travaillant avec les Sans-abri), en collaboration avec 8 autres partenaires nationaux et européens, avait lancé un programme de recherche sur 3 ans pour mieux appréhender le mainstreaming en tant qu'outil politique permettant l'inclusion sociale. Le projet «*Mainstreaming de l'Inclusion Sociale*» (MSI) doit son élan à la priorité croissante donnée par le Conseil européen à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les Etats membres de l'Union européenne – surtout au travers des objectifs adoptés par la Stratégie de Lisbonne. L'étude a été financée par la Direction Générale Emploi, Affaires Sociales et Egalité des Chances de la Commission européenne, via son Programme d'Echange Transnational (PTE).

«*Meilleures Politiques, Meilleurs Résultats – Promotion du Mainstreaming de l'Inclusion Sociale*» examine comment l'inclusion sociale peut jouer un rôle central dans la formation des politiques et des administrations des Etats membres de l'Union européenne. Ce projet donne une analyse en profondeur des processus politiques en place dans les Etats membres impliqués. Il examine aussi comment les personnes en situation de pauvreté ou leurs organisations représentatives peuvent être davantage impliquées dans ces processus.

Ce document illustre les outils opérationnels du mainstreaming, qui ont été conçus pour aider ceux qui sont engagés dans la formulation des politiques et l'offre de services, ainsi que les organisations non gouvernementales (ONG) qui représentent les personnes en situation d'exclusion sociale et de pauvreté. Le site internet explique aux responsables des gouvernements, aux prestataires de services, aux ONG et à ceux impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques comment se diriger vers le mainstreaming de l'inclusion sociale dans les politiques publiques.

Sogol Noorani, coordinatrice du projet, représentait SME lors de cet événement.

Vous pouvez trouver des informations complémentaires sur: www.europemsi.org ou en contactant: msi@cpa.ie

Tolérance zéro pour la violence envers les femmes

Les députés européens ont fait part de leurs préoccupations face à la violence fondée sur le genre, un problème qui touche les femmes de tout âge, indépendamment du niveau d'éducation, du revenu ou de la position sociale, en adoptant de leur propre initiative un rapport qui prône la «*tolérance zéro pour toutes les formes de violence contre les femmes*» et propose des mesures destinées à renforcer la sensibilisation dans l'Union européenne et à attaquer de front ce problème complexe.

Le rapport rédigé par Maria Carlshamre (ADLE, SE) a été adopté par 545 voix favorables, 13 voix contre et 56 abstentions. Selon le rapport, «*des études de fréquence menées à grande échelle en Suède, en Allemagne et en Finlande montrent qu'au moins 30 à 35% des femmes âgées de 16 à 67 ans ont à un moment ou à un autre été victimes d'un acte de violence physique ou sexuelle*». Des enquêtes révèlent en outre que 60 à 90% des femmes prostituées ont, dès leur enfance ou ultérieurement, été victimes d'agressions sexuelles.

Les députés soulignent que la violence des hommes à l'égard des femmes doit être considérée comme «*une violation des droits de l'homme reflétant un partage inégal du pouvoir entre les genres*». Ils insistent sur la nécessité de mettre au point des stratégies proactives et préventives ciblées sur les auteurs avérés et potentiels de violences.

Des mesures appropriées de lutte et de répression des mutilations génitales des femmes, de même que la poursuite des auteurs, doivent devenir une priorité de toutes les politiques et de tous les programmes de l'Union européenne concernés.

Les parlementaires européens invitent également les Etats membres à fournir toute l'aide nécessaire aux victimes.

Pour marquer la Journée Internationale de la Femme le 8 mars 2005, le Parlement européen a organisé une série d'événements pour mettre en lumière le problème de la violence contre les femmes.

Pour de plus amples informations: le site internet du Parlement,

http://www.europarl.eu.int/news/expert/infopress_page/014-4909-33-2-5-902-20060131IPRO4892-02-02-2006-2006--true/default_fr.htm

La Directive sur les services

Le Parlement Européen a adopté en première lecture le rapport sur la Directive sur les services. La proposition de la Commission a subi d'importants amendements. En particulier, le Parlement a exclu de la directive les domaines de la santé privée et de la santé publique.

Le Parlement a aussi insisté sur le fait que la directive ne touchera pas les droits des travailleurs ni les droits sociaux. De plus, le principe «du pays d'origine» a été retiré et remplacé par la notion de «libre fourniture des services».

La Directive sur les services dans le marché intérieur, plus connue sous le nom de «Directive Bolkenstein», a été présentée par la Commission Prodi en janvier 2004 comme l'un des éléments clés de l'agenda des réformes de Lisbonne. Elle a pour objectif de faire éclater les barrières légales et administratives au commerce dans les secteurs des services dans toute l'Europe.

Il appartient maintenant au Conseil de prendre position sur la directive et sur les amendements adoptés par le Parlement. Si tous ces amendements sont acceptés par le Conseil, la directive sera adoptée dans sa forme actuelle. Si par contre le Conseil refuse quelques amendements du Parlement ou s'il décide d'en ajouter d'autres, le texte retournera au Parlement pour une deuxième lecture.

Pour de plus amples informations: le site web de l'Union européenne,

http://europa.eu.int/comm/internal_market/services/index_fr.htm

VIII. COMMISSION EUROPEENNE

Livre blanc sur une Politique de Communication Européenne

Le manque de participation aux élections européennes et plusieurs sondages témoignent de la difficulté croissante de l'Union européenne (UE) à établir le contact avec ses citoyens. Pour faire face à ce «déficit démocratique», la Commissaire aux Relations Institutionnelles et à la Stratégie de Communication Margot Wallström a présenté en juillet 2005 un Plan d'Action en 50 points pour moderniser la propre culture interne de communication de la Commission.

Après les "Non" français et hollandais au référendum sur la constitution européenne, les dirigeants européens ont demandé une période de réflexion et Mme Wallström a lancé l'idée d'un Plan "D" pour Démocratie, Dialogue et Débat pour encourager plus largement le débat entre les institutions européennes et les citoyens. Le 1er février 2006, elle a présenté le Livre blanc de la Commission européenne sur une Politique de Communication Européenne. Ce document a pour ambition de mettre en place une vision plus cohérente de la politique de communication. Cinq domaines d'action sont proposés:

- La mise en place d'une Charte européenne ou d'un Code de conduite dans le domaine de la Communication, afin d'ancrer le droit à l'information dans les institutions nationales et européennes;
- la «*Responsabilisation des citoyens*» via des outils et des instruments pour améliorer l'éducation civique, mettre les gens en contact

entre eux et renforcer les relations entre citoyens et institutions;

- l'amélioration du travail avec les médias, notamment grâce aux nouvelles technologies;
- la meilleure compréhension de l'opinion publique européenne (mise en place d'un réseau d'experts nationaux en recherche sur l'opinion publique et d'un Observatoire Indépendant de l'Opinion Publique Européenne);
- l'accent sur la nécessité de "faire le boulot ensemble", en partenariat entre les institutions européennes, les Etats membres, les niveaux régionaux et locaux, les partis politiques et les organisations de la société civile.

Le Livre blanc se base sur une approche interactive, qui consiste en une meilleure écoute des préoccupations des citoyens. Ce n'est pas un Livre blanc traditionnel puisque de nombreuses questions restent ouvertes et parce que son objectif général reste flou: s'agit-il d'informer, de faire passer un "message" ou de veiller à la participation réelle des citoyens?

Une consultation a démarré, et durera jusqu'en juillet 2006. A la fin de la période de consultation la Commission fera un suivi et travaillera avec les parties prenantes à la création de plans d'action.

Les contributions peuvent être envoyées par e-mail à whitepaper@europa.eu ou à l'adresse postale suivante:

Consultation sur le Livre blanc sur une Politique de Communication Européenne

Commission européenne

Direction Communication Générale

B-1049 Bruxelles - Belgique

Pour accéder à la version intégrale du Livre blanc sur la

communication:
http://europa.eu.int/comm/communication_white_paper/doc/white_paper_en.pdf

Pour accéder au site web consacré au Livre blanc:
http://europa.eu.int/comm/communication_white_paper/index_en.htm

Enquête sur les mesures d'égalité au travail

La Commission européenne a lancé une recherche pour voir si les lois anti-discrimination sont correctement mises en œuvre dans les 25 Etats membres. Des lettres demandant des détails sur les mesures prises pour mettre en œuvre la directive européenne de 2000 sur l'égalité dans l'emploi ont été envoyées récemment aux gouvernements. Des sources proches de Vladimir Špidla, Commissaire pour l'Emploi et les Affaires Sociales, l'ont confirmé à European Voice.

La loi interdit la discrimination au travail basée sur la race, l'origine ethnique, la religion, l'orientation sexuelle ou le handicap.

Le Commissaire Špidla a déclaré que la Commission allait engager des poursuites contre les gouvernements qui ne mettent pas correctement en œuvre la directive. La date limite pour transposer la directive dans les législations nationales était décembre 2003 pour les 15 «anciens» Etats membres, alors que les 10 nouveaux venus devaient le faire lors de leur adhésion en mai 2004.

Pour de plus amples informations: le site internet de European Voice, <http://www.europeanvoice.com/archive/issue.asp?id=480>

Consultation sur une action à mener au niveau communautaire pour promouvoir l'inclusion active des personnes les plus éloignées du marché du travail

De vastes politiques d'aide sociale sont en place dans la plupart des États membres et des politiques d'activation sont mises en œuvre afin de ramener sur le marché du travail ceux qui en sont exclus. Mais il subsiste néanmoins un important «noyau dur» de personnes qui ont peu de chance de trouver un emploi et qui, pour cette raison, restent très exposées à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Le principal défi est de s'assurer que les systèmes de protection sociale contribuent efficacement à mobiliser les personnes capables de travailler, tout en parvenant plus largement à garantir un niveau de vie décent à ceux qui sont ou resteront en marge du marché du travail.

C'est pourquoi la communication de la Commission européenne sur une action à mener au niveau communautaire pour promouvoir l'inclusion active des personnes les plus éloignées du marché du travail poursuit un double objectif:

- faire le bilan des progrès accomplis dans l'Union élargie sur la voie d'un meilleur accès au marché du travail pour les personnes qui en sont exclues;
- lancer une consultation publique sur les orientations possibles d'une action à l'échelon de l'Union en vue de promouvoir l'inclusion active des personnes les plus éloignées du marché du travail.

Cette consultation a pour but de recueillir des opinions sur ce que l'Union européenne devrait faire pour répondre à ce défi. La date limite pour envoyer des commentaires est le 19 avril 2006.

Pour accéder à la Communication de la Commission européenne COM(2006) 44 sur une action à mener au niveau communautaire pour promouvoir l'inclusion active des personnes les plus éloignées du marché du travail:

http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_inclusion/docs/com_2006_0044_f_acte_fr.pdf

Pour de plus amples informations: le site web sur l'inclusion sociale :

http://europa.eu.int/comm/employment_social/social_inclusion/news_fr.htm

Conférence de la Commission européenne «Société civile et Drogues»

L'Union européenne compte jusqu'à deux millions de consommateurs de drogue qui posent problème, et près de 8000 personnes meurent chaque année d'une overdose. La consommation de drogues, qui atteint des records historiques, demeure une menace pour l'ensemble de la communauté internationale. Pour relever le défi que constitue ce phénomène, la Commission a organisé à Bruxelles une conférence de deux jours (les 26 et 27 janvier 2006), intitulée «Société civile et Drogues».

Plus de 140 participants ont assisté à la conférence, témoignant de l'intérêt pris par la société civile à une coopération avec la Commission sur les problèmes de

drogue. Etaient présents des représentants des réseaux européens d'organisations non gouvernementales, mais aussi d'organisations bénévoles de 16 États membres, de 4 pays adhérents ou candidats et de la Norvège.

«La réponse de l'Union européenne face à cette évolution inquiétante est une coopération européenne toujours plus étroite, à laquelle la société civile doit être associée», a déclaré Franco Frattini, Vice-Président de la Commission. Ce forum doit permettre de discuter des manières d'améliorer la communication avec la société civile sur les problèmes de drogue au niveau européen. En Europe, le secteur des organisations bénévoles joue un rôle important dans ce domaine, par son action aux niveaux régional et local et par les services qu'il fournit, principalement en matière de réduction de la demande, qui passe notamment par l'éducation et la prévention, le traitement et la réinsertion.

L'un des principaux objectifs du Plan d'Action Drogue 2005-2008 de l'Union européenne étant de renforcer la participation de la société civile à l'élaboration et à l'évaluation de la politique européenne de lutte antidrogue, la Commission publiera, en 2006, un Livre vert sur le sujet «Drogue et Société civile dans l'Union européenne».

Pour de plus amples informations: le site web de la Commission européenne, http://europa.eu.int/comm/justice_home/news/information_dossiers/drugs_conference_06/index_en.htm

Année européenne de l'égalité des chances pour tous: Rappel

La commission européenne a publié sa proposition pour que 2007 soit l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous.

Le but principal de cette Année est de sensibiliser l'Union Européenne à l'égalité des chances et de couvrir toutes les formes de discriminations et d'égalité des chances, y compris en ce qui concerne les personnes handicapées

L'Année européenne fournira des fonds pour des événements, des campagnes d'information, des enquêtes, des études et un soutien de la coopération entre les activités économiques et les entreprises.

La plupart des activités dans le cadre de cette Année se dérouleront surtout au niveau national.

Des Organes Nationaux de Coordination seront mis en place dans chaque pays. Ces organes doivent comprendre des organisations qui représentent les personnes souffrant de discrimination, y compris des représentants d'organisations d'usagers des services de santé mentale.

C'est pourquoi il est important que les membres de Santé Mentale Europe de chaque pays:

- identifient les services ministériels chargés de la préparation de l'Année;
- s'informent sur la mise en place des Organes Nationaux de Coordination et essaient d'en faire partie;
- influencent le programme de travail au niveau national, afin que le handicap soit pris en compte dans les plans d'action nationaux;
- fassent en sorte que des activités soient organisées autour de l'égalité des chances des personnes souffrant de problèmes de santé

mentale (le handicap est une des bases de discrimination mentionnées à l'article 13).

Merci d'informer le Secrétariat de SME sur vos actions en la matière.

Pour accéder à la Proposition de Décision du Parlement Européen et du Conseil relative à l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous (2007) - Vers une société juste: <http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52005PC0225:FR:HTML>

Le site contre la discrimination de la Commission rendu plus accessible

Le site contre la discrimination de la Commission européenne est désormais plus accessible. Des sections clés du site sont à présent proposées dans un format plus lisible, afin d'en faciliter l'accès aux personnes handicapées mentales. Les nouvelles pages ont été développées en collaboration avec Inclusion Europe, une organisation non gouvernementale européenne représentant les personnes handicapées mentales. Les directives européennes relatives à la non-discrimination et les droits et les obligations découlant de la législation y sont expliqués.

C'est la première fois que des pages dans un format facile à lire sont en ligne sur Europa - le site Internet de l'Union européenne.

Pour accéder à ce nouveau site internet: http://europa.eu.int/comm/employment_social/fundamental_rights/easytoread/index_fr.htm

Pour de plus amples informations: le site internet contre la discrimination de la Commission, www.eu.int/comm/antidiscrimination

Concours d'affiches «Casser les stéréotypes»

La campagne «Pour la diversité. Contre les discriminations» de l'Union européenne invite les étudiants en design et en art graphique à mettre leur créativité au service de la diversité, en participant au concours d'affiches «Casser les stéréotypes». Le concours, ouvert aux étudiants dans tous les Etats membres de l'Union, a été officiellement lancé le 13 février, et sera clos le 31 juillet 2006. Les vainqueurs seront proclamés fin août 2006.

Les meilleurs projets feront le tour de l'Europe, grâce à une exposition itinérante, dans le camion de tournée de la campagne «Pour la diversité. Contre les discriminations». Et les heureux vainqueurs gagneront jusqu'à 2500 €. Les écoles seront également récompensées. Les étudiants peuvent s'inscrire en ligne, ou en envoyant un CD par la poste.

Tous les détails sur le site : www.stopdiscrimination.info

IX. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Priorités de la présidence finlandaise de l'UE

La présidence finlandaise de l'Union européenne commencera le 1^{er} juillet 2006.

Les progrès réalisés pendant les présidences antérieures dans les projets politiques actuels les plus importants auront un effet considérable sur l'agenda. Les enjeux principaux seront: le futur Traité Constitutionnel, le cadre financier pour 2007-2013, les

discussions avec l'Organisation Mondiale du Commerce et l'élargissement.

Si l'Europe veut réussir à s'imposer face à ses concurrents sur la scène internationale, la Finlande considère qu'il est important de se consacrer à la croissance et à l'emploi dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne. La présidence finlandaise souhaite, plus particulièrement se concentrer sur la promotion de la politique d'innovation, le développement du marché intérieur des services et l'adoption d'une meilleure réglementation. La Finlande mettra aussi en lumière l'égalité sociale et le développement durable.

L'intensification des opérations externes de l'Union européenne sera aussi l'une des priorités finlandaises. Sous la présidence finlandaise, le travail se poursuivra notamment dans le domaine de la gestion des crises militaires et civiles. Les autres sujets de préoccupation seront la réforme des Nations Unies, la Dimension nordique et les relations avec la Russie et les Etats-Unis.

La Finlande continuera à travailler sur le programme de développement de la liberté, la sécurité et la justice, qui avait démarré lors de la précédente présidence finlandaise. La Finlande encouragera, grâce aux efforts conjoints, les relations externes dans ce domaine, l'élargissement de la libre circulation des citoyens et la lutte contre le crime international et le terrorisme.

Le site officiel de la présidence européenne de la Finlande sera ouvert le 31 mai 2006 www.eu2006.fi Ce site donnera accès aux communiqués de presse et aux déclarations de la présidence, au calendrier des réunions et aux informations générales sur la présidence finlandaise. Il y aura aussi une section spéciale sur l'information des médias.

Pour de plus amples informations: personne de contact, Helena Tuuri, Tél. +358 9 1602 2055 ou +358 40 553 3494; ou visitez le site internet du gouvernement finlandais,

<http://www.government.fi/eu/suomi-ja-eu/2006/en.jsp>

X. NOUVELLES DIVERSES

L'EUMAP recherche des contributions

Utilisé dans le cadre des organisations de la société civile (OSC), le mot «advocacy» est devenu un terme "fourre-tout", englobant un large éventail d'activités organisées par les organisations non gouvernementales. L'«Advocacy» peut être largement définie comme «activisme» ou campagne autour d'un sujet particulier. Toutefois, sa définition exacte et son contenu sont des concepts en évolution constante.

Pour lancer une large discussion sur le mot advocacy, l'EUMAP (EU Monitoring and Advocacy Program of the Open Society Institute) demande à un maximum de lecteurs de prendre le temps de participer à son sondage informel. Cet institut compilera les résultats de l'enquête dans un bref rapport en ligne.

Pour participer au sondage en ligne: <http://www.eumap.org/survey/advocacy>

L'institut recherche aussi des contributions courtes sur le sujet général des OSC et sur l'advocacy, pour cadrer et encourager le débat. Les documents sélectionnés seront publiés sur le site. Des archives

comprenant des articles antérieurs sont disponibles à l'adresse <http://www.eumap.org/journal/features>
Les contributions doivent être présentées avant le 5 avril 2006.

Merci d'envoyer vos contributions à: submissions@eumap.org.

Pour de plus amples informations: le site web d'EUMAP, http://www.eumap.org/journal/annoncements/cfp_ma_r06

XI. SITES INTERNET

Libre accès aux statistiques européennes

Eurostat est le bureau statistique des communautés européennes. Il publie des statistiques harmonisées officielles sur l'Union européenne et la zone euro, et il donne une image comparable, fiable et objective d'une Europe en changement. De nombreuses données ventilées par région et par pays de l'Union européenne élargie et pays candidats sont à votre disposition.

De plus, des versions électroniques des publications sont disponibles gratuitement en ligne et elles peuvent être téléchargées en format PDF. Les informations peuvent être recherchées par thème ou par collection.

Les nouvelles éditions donnent des informations récentes sur les indicateurs européens et sur des sujets sociaux, démographiques, régionaux, agricoles ou environnementaux.

Pour accéder directement au site internet d'Eurostat: http://epp.eurostat.cec.eu.int/portal/page?_pageid=1090_30070682_1090_33076576&_dad=portal&_schema=PORTAL

XII. PUBLICATIONS

Impact du vieillissement sur les dépenses publiques

«L'Impact du vieillissement sur les dépenses publiques: projections pour l'UE à 25 en pensions, soins de santé, soins à long terme, éducation et chômage (2004-2050)» est un rapport qui donne une description détaillée des projections sur les dépenses liées au vieillissement en matière de pensions, soins de santé, soins à long terme, et éducation et chômage pour les 25 Etats membres pour la période de 2004 à 2050. Les projections, préparées par la Commission (Direction Générale Affaires Economiques et Financières) et par le groupe de travail du comité du Parlement européen sur les Populations vieillissantes sur la base d'hypothèses communes, décrivent en détail l'impact économique potentiel, le timing et la mesure des changements budgétaires qui pourraient découler du vieillissement des populations. Ces projections offrent une base de travail large et comparable pour évaluer en profondeur la durabilité à long terme des finances publiques des Etats membres dans le cadre du Pacte réformé sur la stabilité et la croissance.

Pour télécharger le rapport: http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/european_economy/2006/eesp106en.pdf

«L'Europe que nous voulons: le point de vue des acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur l'avenir de l'Union Européenne»

Cet ouvrage est basé sur l'expérience des acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le livre décrit la réalité actuelle de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans l'Union Européenne, tout en illustrant, par le biais d'histoires personnelles, l'expérience sous-jacente à cette réalité brutale: le fait qu'au moins 72 millions de personnes dans les Etats membres de l'Union Européenne sont confrontées à la pauvreté, selon les données d'Eurostat.

Le livre - imprimé en français et en anglais - se divise en deux parties:

- la première partie donne un large aperçu du processus d'élaboration des politiques européennes de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, tout en présentant quelques statistiques situant toute la portée de la problématique;
- la deuxième partie propose une série d'analyses prouvant l'échec politique flagrant de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale tant au sein qu'en dehors de l'Union Européenne; elle présente également une série de portraits de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Les questions posées par les auteurs ne portent pas uniquement sur la manière d'être compétitif aujourd'hui dans l'économie mondialisée, mais plutôt sur le type de modèle de développement qui ne créera pas d'énormes inégalités dans nos sociétés.

Pour télécharger la version française: http://eapn.horus.be/module/module_page/images/pdf/publication/EAPN%20Publications/book/Livre3-FR.pdf

Pour commander un exemplaire papier: veuillez compléter le bon de commande sur http://eapn.horus.be/code/en/publ_detail.asp?pk_id_content=1822

Guide de formation - Mappage de la capacité de la société civile dans la lutte contre la discrimination

Cet outil de formation a été développé dans le cadre du projet «Mappage de la capacité de la société civile dans la lutte contre la discrimination» financé par l'Union européenne en 2005 dans le but de former les organisations non gouvernementales aux dispositions du droit communautaire et à la politique en matière de lutte contre les discriminations dans les 10 nouveaux Etats membres et en Bulgarie, en Roumanie et en Turquie. Le manuel peut être également utile pour les personnes et les organisations engagées dans la lutte contre les discriminations où qu'elles puissent être dans l'Union européenne.

Pour télécharger le guide de formation (en anglais): le site internet de la Commission européenne, http://europa.eu.int/comm/employment_social/fundamental_rights/pdf/civil/trainman_bg.pdf

Pour commander des exemplaires du manuel (disponibles dans toutes les langues de l'Union): veuillez envoyer un e-mail à Gesa Boeckermann à l'Unité anti-discrimination de la Commission européenne, Gesa.Boeckermann@cec.eu.int

XII. EVENEMENTS A VENIR

10-13 mai 2006

XXIII congrès de l'Association espagnole de neuropsychiatrie, "Abriendo claros, construyendo compromisos", (Bilbao, Espagne)

Ce congrès triennal réunira plusieurs groupes multidisciplinaires, pour les faire travailler sur trois documents liés à :

- la psychopathologie des symptômes psychotiques;
- la continuité des soins en santé mentale;
- aux conséquences de la réforme psychiatrique en Espagne.

Le but est de couvrir un large éventail de contenus académiques et scientifiques, ainsi que les différentes orientations et intérêts des professionnels.

Info: <http://www.ome-aen.org/23CongresoAEN/>

NOUVEAU!! 12-13 mai 2006

Conférence "L'Europe sans asiles de fous" (Hrastovec, Slovénie)

Le danger a été associé à la détresse mentale seulement à partir de la moitié du 19^{ème} siècle (monomanie). Enfermer les fous dans des asiles était une façon de retrouver ou de garantir des certitudes – tant dans le secteur public qu'en privé.

La désinstitutionalisation, le passage de l'enfermement à la vie en communauté, coïncide avec l'apparition de la société du risque où les certitudes sont remplacées par le risque et les opportunités. Ceci permet de chercher ce que nous voulons plutôt que de prévenir ce que nous n'aimons pas.

Dans ce contexte, l'Association Alpe Adria pour la Promotion de la Santé Mentale, le Réseau International sur la Collaboration en Santé Mentale, la Psychiatrie Démocratique Européenne, la Maison de Soins Sociaux de Hrastovec et l'université de Ljubljana (Faculté du travail social) organisent une conférence sur le thème "L'Europe sans asiles de fous, Risque – une opportunité et non une menace: Encourager la capacité à prendre des risques dans la communauté de la santé mentale". La réunion aura lieu à Hrastovec (Slovénie) les 12-13 mai 2006.

Les sujets qui y seront discutés sont:

- l'évaluation du risque: comprendre les situations de prise de risques, le risque comme faisant partie de la vie quotidienne...;
- la prise de risque: techniques pour encourager la tolérance par rapport au risque et pour minimiser les risques;
- les responsabilités: problématiques juridiques liés au risque, tutelle et advocacy, le risque dans les situations de crise...

Pour de plus amples informations: personnes de contact, Petra Hameršak (petra.hamersak@hrastovec.org) et Vito Flaker (vito.flaker@fsd.uni-lj.si)

NOUVEAU!! 17 mai 2006

Séminaire de l'ECCL "Le Droit de vivre dans la Communauté", Bruxelles (Belgique)

Le séminaire offrira aux participants l'opportunité de réfléchir et de discuter des problématiques clés et des défis posés par le développement en Europe, pour les personnes handicapées, de services basés dans la communauté qui soient complets et de qualité. Ceux

qui sont impliqués dans la promotion, le développement ou la fourniture de services basés dans la communauté pourront saisir cette occasion pour partager leurs expériences ainsi que des exemples de bonnes pratiques, d'identifier les obstacles existants et de développer des recommandations pour la future stratégie sur la désinstitutionalisation.

Le séminaire sur le droit de vivre dans la communauté est le premier événement organisé par la Coalition européenne pour la vie dans la communauté (ECCL-European Coalition for Community Living), une nouvelle initiative qui œuvre à l'échelon européen en faveur de l'inclusion sociale des personnes handicapées.

Le séminaire rassemblera les principales parties prenantes: des «self-advocates» et des usagers/survivants de la psychiatrie, des représentants d'organisations de personnes handicapées et d'initiatives en faveur de la désinstitutionalisation, des représentants des fournisseurs de services, des académiciens et des membres de la Commission européenne.

Pour de plus amples informations sur le séminaire: personne de contact, Ines Bulic, E-mail coordinator@community-living.info, Tél + 36 1 235 6184.

NOUVEAU!! 18-20 mai 2006

Congrès d'Inclusion Europe «L'Europe en action 2006»

Ce congrès permettra aux participants de partager leurs idées sur la formation continue pour les adultes présentant un handicap intellectuel.

La conférence identifiera les objectifs et les besoins en formation pour les adultes à tous les âges de la vie. Plusieurs modèles de formation pour adulte y seront présentés dans l'intention de s'en inspirer et de donner des exemples de bonnes pratiques. La conférence se penchera plus particulièrement sur les besoins et la situation des personnes handicapées mentales dans les pays d'Europe centrale et orientale, où ce groupe de citoyens est souvent exclu des systèmes éducatifs. Dans cette situation, l'éducation des adultes prend tout son sens, car c'est un instrument vital pour compenser l'éducation primaire. Les thèmes principaux qui seront abordés lors des séances plénières et des groupes de travail sont les suivants :

- objectifs et qualité de la formation continue des adultes handicapés mentaux;
- la formation professionnelle pour une vie professionnelle réussie;
- les débouchés qu'offre la formation continue.

Vous trouverez un programme détaillé mis à jour, un formulaire d'inscription, ainsi que des informations pratiques sur le site de la conférence:

<http://www.inclusion-europe.org/europeinaction/index.htm>

ou vous pouvez contacter le Secrétariat d'Inclusion Europe, E-mail secretariat@inclusion-europe.org

24-26 mai 2006

14^{ème} conférence internationale de HPH, "Intégrer la promotion de la santé, la prévention, le traitement et les soins des

maladies chroniques dans le système de santé ”, Palanga (Lituanie)

La conférence est accueillie par le réseau lituanien des hôpitaux de promotion de la santé (HPH).

Les sujets principaux de la conférence seront:

- le besoin d'action pour les maladies chroniques;
- intégrer le traitement, les soins, la prévention et la promotion de la santé pour les maladies chroniques dans les services hospitaliers pour un résultat optimal;
- intégrer les interventions sur les maladies chroniques dans tous les services;
- intégrer une action sur les facteurs déterminants des maladies chroniques dans les établissements.

Personne de contact: Gabriele Bocek, hph.soc-gruwi@univie.ac.at, Tél +43 1 4277 48282

28 mai-2 juin 2006

4è Congrès international de la francophonie en prévention du suicide, Montréal (Canada)

Ce congrès, organisé principalement par l'Association québécoise de prévention du Suicide (AQSP), se tiendra sous le thème «*Suicide et Trauma: nouveaux regards*». Les conférences plénières du matin se verront réservées à des conférenciers issus de disciplines différentes, dont la philosophie, psychologie, l'anthropologie... Lors des après-midi des conférences parallèles avec des spécialistes du suicide et du trauma, des chercheurs du domaine, des intervenants et des cliniciens seront proposées.

Pour plus d'informations, notamment sur les modalités d'inscription au congrès: site internet du congrès, <http://www.aqps.info/>

6-8 juin 2006

Conférence thématique de l'association mondiale de la psychiatrie sur les traitements coercitifs en psychiatrie, Dresde (Allemagne)

Le but principal de cette conférence est de faire un état des lieux des différentes parties intéressées, ce qui se fera par des exposés en séance plénière, des symposiums, des ateliers, des cours et des séances d'affiches.

Différents sujets seront étudiés: épidémiologie des différentes méthodes de traitement coercitif; problèmes cliniques des différents traitements coercitifs; usage de mesures coercitives dans des établissements spécialisés en soins de santé (mentale); législation en santé mentale sur les traitements coercitifs; aspects éthiques du traitement coercitif...

Pour de plus amples informations: le site web de la conférence,

http://www.wpa2007dresden.org/frs_index.asp

7-9 juin 2006

1ère Conférence Internationale de la Fondation Asklepios (Athènes, Grèce)

La première conférence internationale de la Fondation Askepios se tiendra à Athènes sur le thème «*Inclusion sociale en Europe: Perspectives et développements dans la psychiatrie sociale*», pour célébrer le 25ème anniversaire de la Société Hellénique de Psychiatrie Sociale et de Santé Mentale.

La Fondation Askepios est un partenariat européen dédié à l'amélioration, la réforme et la promotion de soins de santé de qualité dans les domaines de la

santé mentale et du handicap. Elle soutient les droits de tous les citoyens à une pleine inclusion sociale, et à un traitement digne en tant que personne indépendante au sein de la société.

Pour de plus amples informations: personne de contact, Maria Margeti, Tel +30 210 7665822, E-mail maria@invqolf.com

NOUVEAU!! 12-16 juin 2006

15ème Congrès International sur la psychothérapie de la Schizophrénie et autres Psychoses (Madrid, Espagne)

Le 15ème congrès international de l'ISPS (International Society for the Psychological Treatments of Schizophrenia and Other Psychoses) tournera autour du thème «*Améliorer les services et aider les personnes et les familles qui ont des problèmes psychotiques*». Ce sera l'occasion de célébrer le 50ème anniversaire de l'ISPS et les 100 ans de la psychothérapie de la schizophrénie.

Les participants à ce forum pourront expliquer et faire connaître l'intérêt croissant et l'enthousiasme pour une approche plus globale de la schizophrénie et des autres troubles psychotiques, et pour la mise en place de programmes psychothérapeutiques et psychosociaux plus larges, plus complets et plus efficaces.

Les professionnels de la santé mentale et les membres des associations impliquées et intéressées sont les bienvenus.

Pour de plus amples informations: le Secrétariat de la Conférence, Tél. +34 91 531 94 49, E-mail congresos.mad@viajesiberia.com, ou visitez le site internet de la conférence <http://www.ispsmadrid2006.com>

15-17 juin 2006

5è Conférence de Recherche et de Promotion de la Santé des Pays Nordiques (Esbjerg, Danemark)

Des chercheurs en promotion de la santé, des économistes de la santé, des analystes du droit et de la politique, des experts en études d'impact sur la santé et d'autres personnes ayant un intérêt à la recherche en santé et en changement institutionnel sont invités à venir au Danemark pour échanger et partager leurs idées sur le thème de la conférence.

Adresse e-mail du bureau de la conférence: 5NHPRC@health.sdu.dk

Pour de plus amples informations sur la conférence: <http://www.5nhprc.sdu.dk/>

19-21 juin 2006

14ème conférence européenne sur les Services sociaux à Vienne (Autriche)

Le thème général de la conférence, préparée par le réseau social européen, sera «*Les jeunes et les vieux dans une Europe en mutation: le défi démographique pour les soins sociaux et la santé*».

Des ateliers (20 au total, dont 2 sur «*Des initiatives d'emploi pour une main d'œuvre vieillissante*» et «*Lancer des approches intégrées pour le travail avec les jeunes à risque*») constitueront la partie principale de la réunion, pour mettre en lumière les projets de recherche et les travaux pratiques qui sont d'un intérêt direct pour les personnes qui travaillent dans la prestation de services.

Personne de contact: Sarah Wellburn, Tel +44 (0)1273 549817, Fax +44 (0)1273 549317, e-mail sarah.wellburn@socialeurope.com

21-25 juin 2006

6è Assemblée Mondiale du CIVICUS - «Agir Ensemble pour un Monde Equitable» (Glasgow, Ecosse)

Afin d'avancer et de rebondir sur le succès des précédentes assemblées mondiales du CIVICUS, le thème général de l'Assemblée Mondiale du CIVICUS de 2006 sera «Agir ensemble pour un Monde Equitable». Ce thème général sera traité par le biais de 4 sous thèmes: Justice Civile, Justice Politique, Justice Economique, Justice Sociale.

Envoyez toutes vos questions à civicassembly@scvo.org.uk.

Plus d'informations sur le site internet de CIVICUS: www.civicus.org

10-13 juillet 2006

2ème édition du Forum Mondial des Droits de l'Homme, Nantes (France)

Le 2ème Forum Mondial des Droits de l'Homme se tiendra à Nantes. L'ouverture officielle aura lieu le lundi 10 juillet, et elle sera suivie par trois journées de travail (du mardi 11 au Jeudi 13 juillet). Cette deuxième édition du forum de Nantes sera organisée par la Cité Internationale des Congrès de Nantes, sous la haute responsabilité et le soutien financier de la Métropole de Nantes, la zone urbaine de Nantes.

Trois sujets principaux seront abordés:

- 1 Discriminations et diversité dans un contexte mondial de diversité des cultures;
- 2 Globalisation économique et droits de l'homme;
- 3 Responsabilités et solidarités.

Pour de plus amples informations: site web du forum, http://www.forum-humanrights.org/index_e_2006.php

8 septembre 2006

1er Séminaire International sur l'Intervention postérieure au Suicide, Portoroz (Slovénie)

Ce séminaire sera organisé en tant que première du 11^{ème} Symposium Européen sur le Suicide et sur les Comportements Suicidaires, les 9-12 septembre.

Le programme offrira un état des lieux du secteur de post-intervention, incluant la recherche, la pratique, et des perspectives pour de futurs développements.

Des experts sélectionnés présenteront différents sujets, qui seront suivis par des discussions en groupe, permettant ainsi aux participants de s'engager pleinement dans la discussion et d'apporter leur expertise et leur expérience.

Un formulaire d'inscription est disponible sur www.esssb11-slo.org et peut être envoyé par e-mail à organising@esssb11-slo.org

Pour de plus amples informations : le site internet du séminaire, www.esssb11-slo.org

18-24 septembre 2006

«Voile en tête 2006», entre Marseille, La Ciotat, les îles du Frioul, Martigues, les Calanques... (France)

«Voile en tête» est une manifestation nautique de dimension européenne, organisée sous l'égide de

«Sport en tête», l'Union Européenne des Activités Physiques et Sportives en Santé Mentale.

Plus d'information sur http://www.sportez-vous-bien.com/v06_intro.html

NOUVEAU!! 1er octobre 2006

Symposium européen "Améliorer la vie des jeunes qui ont des handicaps intellectuels dans les domaines de la santé, de l'inclusion sociale et du sport", en conjonction avec les Jeux Olympiques Européens Spéciaux pour les Jeunes (Rome, Italie)

Il semble que les jeunes ayant des handicaps intellectuels grandissent sans le même niveau de services et de soutien que les jeunes sans handicap, et qu'ils atteignent l'âge adulte sans les compétences nécessaires pour devenir des membres productifs et accomplis de la société.

Au pire, ces jeunes sont mal compris et dénigrés par leurs pairs, ils manquent de confiance en eux et sont socialement isolés.

Un Symposium européen est mis en place dans le cadre des Jeux Olympiques Européens Spéciaux pour les Jeunes- Rome 2006, pour discuter et présenter les problèmes rencontrés par les jeunes ayant des handicaps intellectuels dans les domaines de la santé, de l'inclusion sociale (en mettant l'accent sur l'éducation inclusive), du sport et de l'éducation physique.

Les invités seront des ministres et des représentants des gouvernements dans la santé, les services sociaux l'éducation, la jeunesse et les sports; des membres du Parlement européen et de la Commission européenne; des dirigeants d'associations de familles travaillant au service des jeunes ayant des handicaps intellectuels; des départements universitaires; des organisations non gouvernementales européennes et nationales.

Pour des informations sur le symposium, y compris sur l'inscription: personne de contact, Michel Deurinck, Tél. +32 2 538 80 68, E-mail MDeurinck@specialolympics.org, ou visitez le site internet des Jeux Olympiques Spéciaux, <http://www.specialolympicsevg.org/indexevg.php>

NOUVEAU!! 5-7 octobre 2006

9ème Conférence sur les drogues et la prévention des infections en Prison, "Du principe d'équivalence à la pratique des soins: combler le fossé" (Ljubljana, Slovénie)

Depuis 1995, le Réseau européen sur les drogues et la prévention des infections en Prison (ENDIPP) a organisé plusieurs conférences et événements qui ont offert la possibilité d'évaluer les progrès, d'échanger des idées et de discuter des dernières évolutions en matière de toxicomanie et de prévention des infections en prison.

La conférence de cette année offrira la possibilité d'un dialogue sur le développement et la mise en place effective de politiques et de services de prévention de la toxicomanie et de promotion de la santé pour ceux qui sont en contact avec le système judiciaire.

Les participants seront des praticiens, des décideurs politiques, des directeurs de prison, des chercheurs et des universitaires, des avocats et des juges, des policiers, des organisations non gouvernementales et des représentants d'organisations d'usagers.

Cette conférence vise à :

- promouvoir la notion de prison comme faisant partie de la communauté, et souligner les contributions positives de l'une envers l'autre;
- échanger et passer en revue les informations et les bonnes pratiques en la matière;
- promouvoir la coopération entre les différentes professions et disciplines, les différents intérêts et pays;
- continuer à profiter des opportunités de coopération offertes par l'élargissement de l'Union européenne;
- consolider les leçons tirées de l'expérience acquise dans des domaines connexes;
- identifier les points à discuter plus avant et les recherches à entreprendre;
- promouvoir des interventions pragmatiques, réalistes, effectives et économes pour faire face aux problèmes des consommateurs de drogue dans le système judiciaire.

Pour de plus amples informations: le secrétariat de la conférence, Tél. +48 (0) 22 640 82 71, E-mail info@endipp.net, ou visitez le site web de la conférence http://endipp.net/index.php?option=com_content&task=blogcategory&id=26&Itemid=55

11-13 octobre 2006

Quatrième Conférence mondiale sur la promotion de la santé mentale et la prévention des troubles mentaux et comportementaux, "Développer la Résilience et la force au cours de la vie ", Oslo (Norvège)

L'objectif de la conférence est de soutenir les professionnels, les scientifiques, les défenseurs, les organisations d'usagers et les décideurs politiques, dans leur effort collectif pour promouvoir la santé mentale et prévenir les troubles mentaux dans leurs communautés et dans leurs pays. Une promotion et une prévention effectives en santé mentale exigent de mettre ensemble la bonne science, la bonne politique, la bonne pratique et l'expérience de l'apprentissage.

La conférence se propose d'incorporer des contributions de plusieurs disciplines, cultures et contextes. Son succès dépendra des présentations multidimensionnelles et des débats.

Pour de plus amples informations: <http://www.worldconference2006.no/>

NOUVEAU!! 18-21 octobre 2006

7ème Conférence européenne sur la Promotion de la Santé et l'Éducation à la Santé, "Mondialisation et Équité: Conséquences pour les Politiques et Pratiques de Promotion de la Santé " (Budapest, Hongrie)

Cette conférence permettra d'examiner les différents aspects de la mondialisation et des inégalités dans le domaine de la santé. L'objectif de la conférence est d'offrir une plateforme pour l'analyse et la discussion des inégalités dans la santé au niveau mondial et communautaire aux acteurs clés de la promotion et de l'éducation à la santé en Europe. Pendant quatre jours les participants pourront échanger des informations sur la promotion de la santé et ses problèmes, la recherche continue, les preuves existantes et les expériences pratiques.

Elle vise à renforcer le réseau professionnel mondial des personnes et des institutions qui travaillent sous les

auspices de l'IUPHE (International Union for Health Promotion and Education), ainsi qu'à encourager le libre échange d'idées, de connaissances, de savoirs-faire, d'expériences et la mise en place de projets pertinents de collaboration.

Elle permettra de contribuer à plus d'équité dans la santé entre et dans tous les pays et à lancer de nouvelles actions pour faire face aux problèmes principaux que la communauté rencontrera dans les prochaines décennies.

Pour de plus amples informations: le secrétariat de la conférence, Tél. +36 1 311 66 87, E-mail congress@motesz.hu, ou visitez le site web de la conférence www.motesz.hu

19-20 octobre 2006

3ème Convention entre trois pays sur les soins en psychiatrie- "Wissen schafft Pflege - Pflege schafft Wissen: Psychiatrische Pflege als Praxis und Wissenschaft", 19.-20. octobre 2006, Vienne

Le but de cette convention est de partager et de promouvoir les connaissances actuelles en matière de soins psychiatriques: contributions sur l'application de la théorie et de la recherche; sur les recherches en matière de problèmes de pratiques et d'interventions; sur les pratiques innovantes; autres contributions.

Vous êtes les bienvenus si vous souhaitez envoyer des résumés de vos contributions et vous inscrire à cet événement.

Personne de contact: Nico Oud, nico.oud@freeler.nl, Tél +31 (0)20 409 0368

Pour de plus amples informations: le site web de la conférence, <http://www.oudconsultancy.nl/dreilander/index.html?1140446978484>

22-25 octobre 2006

23è Conférence Internationale de l' ISQua, "Améliorer les soins de santé: l'enjeu du changement continu" (Londres, Royaume Uni)

Sur le thème «Améliorer les soins de santé: l'enjeu du changement continu», ce programme multidisciplinaire sur la qualité des soins de santé sera très utile pour les décideurs politiques de la santé, les planificateurs, les professionnels, les prestataires, les patients et leurs représentants.

Questions seulement par e-mail: isqua@isqua.org , Tél +61 3 9417 6971, Fax +61 3 9417 6851

Pour de plus amples informations: site web de l'ISQua: www.isqua.org



SANTÉ MENTALE EUROPE s'engage dans:

La promotion de la santé mentale et la prévention de la détresse mentale

La protection des droits des personnes souffrant de problèmes de santé mentale

La suppression de la stigmatisation et de la discrimination

L'assurance d'un partage équitable des ressources pour la santé mentale

Vous partagez notre vision ? Alors rejoignez SANTÉ MENTALE EUROPE dès à présent et vous renforcerez la voix de la santé mentale en Europe

Prénom: _____

Nom de famille: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Pays: _____

Tél.: _____

Fax: _____

E-mail: _____

Organisation: _____

Date: _____

Numéro de compte: _____

Coordonnées de la banque: _____

A renvoyer à l'adresse suivante:

Mental Health Europe
Santé Mentale Europe
Boulevard Clovis 7, B – 1000 Bruxelles
Fax: +32-2-280 16 04
E-mail: info@mhe-sme.o

